



Perspectives chinoises

2007/3 | 2007

En marche vers la société d'harmonie

Les fractures socioterritoriales en Chine, ou l'impossible «société harmonieuse» ?

Guillaume Giroir



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3173>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Guillaume Giroir, « Les fractures socioterritoriales en Chine, ou l'impossible «société harmonieuse» ? », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/3 | 2007, mis en ligne le 01 septembre 2010, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3173>

© Tous droits réservés

Les fractures socioterritoriales en Chine, ou l'impossible « société harmonieuse » ?

GUILLAUME GIROIR

Cette étude dresse un état des lieux des fractures sociales et territoriales dans la Chine de Hu Jintao. Elle montre l'émergence incontestable mais ambiguë de la classe moyenne, les évolutions contradictoires en matière de pauvreté et l'enrichissement spectaculaire d'une minorité de riches. Elle se demande si l'idéal confucéen d'une « société harmonieuse » mis en exergue par les autorités depuis le début des années 2000 est compatible avec une économie de marché. Dans une démarche prospective, elle propose deux scénarios possibles d'évolution des fractures socioterritoriales en Chine.

En 2002, le XVI^e congrès avait évoqué pour la première fois la nécessité d'une « société plus harmonieuse ». Le plénum de 2004 a appelé à l'« édification d'une société harmonieuse » (*Goujian shehui zhuyi hexie shehui* 構建社會主義和諧會). Lors de la VI^e session plénière du XVI^e Comité central du PCC tenue en octobre 2006, le Président Hu Jintao a placé l'édification d'une « société socialiste harmonieuse » à une « position plus importante » dans le travail du parti. L'idée de « société harmonieuse » revêt une acception large et comprend la réduction des écarts de richesses, l'augmentation de l'emploi, l'amélioration de l'équité et de la justice, la suppression de la corruption, la préservation de l'ordre public et la protection de l'environnement. En mars 2007, Jia Qinglin, président de la Conférence consultative politique du peuple, a même été jusqu'à réhabiliter le rôle de la religion comme facteur de promotion de l'harmonie sociale⁽¹⁾. Divers hauts responsables politiques recommandent désormais de s'inspirer de la sagesse confucéenne, bouddhiste ou taoïste pour atteindre cet objectif.

La présente étude se concentrera sur la question des disparités et fractures sociales et territoriales. Elle montre que la véritable révolution socioterritoriale que connaît la Chine depuis 1978 contredit largement cet idéal d'une « société harmonieuse » devenu le mot d'ordre du Président Hu. Depuis le lancement de la politique de réformes et d'ouverture en 1978, la société chinoise a cessé en effet d'être fondée sur l'égalitarisme et présente désormais des disparités spatiales de même ampleur que dans nombre d'autres pays

en développement. Dans un système politique se réclamant encore officiellement du communisme, le thème des inégalités est devenu une question majeure de société. Aussi bien les autorités que l'opinion publique jugent que les inégalités ont atteint un « niveau alarmant⁽²⁾ ». Certains officiels envisagent une crise majeure après 2010 si le processus n'est pas inversé⁽³⁾. De fait, le « processus de stratification sociale » (*shehui cengcihua* 社會層次化) dans la Chine post-maoïste alimente un actif courant de recherches en sciences sociales. En tant que les diverses catégories sociales occupent des territoires particuliers, la stratification sociale correspond aussi à une fragmentation territoriale.

L'objectif est ici de dresser un état des lieux de cette question fortement débattue en montrant la difficulté à engager une approche scientifique de ces fractures et de leur dynamique tant les estimations varient et sont instrumentalisées par des considérations politiques. Il s'agira donc de mettre au jour les stratégies et les mythes créés par les autorités pour minimiser l'ampleur des disparités sociales et spatiales existantes. L'analyse se développera à deux échelles complémentaires. Dans une première partie générale, il s'agira de montrer le processus d'aggravation de la polarisation socio-spatiale depuis 1978. Les trois suivantes feront le point sur

1. *Xinhua News Agency*, 5 mars 2007.

2. *Xinhua*, 26 décembre 2006.

3. *Straits Times*, 23 août 2005, citant le journal officiel *China Daily* reprenant une enquête de l'Institute of Labour and Wage Studies, think-thank dépendant du ministère du Travail et de la sécurité sociale.

les contours incertains et l'identité floue des trois principales catégories sociales en présentant successivement les classes moyennes, les pauvres et les riches, en les replaçant à chaque fois dans leurs territoires respectifs.

Une dynamique de fracturation socioterritoriale exceptionnelle

L'objectif de ce chapitre n'est pas d'aborder en détail la vaste question des inégalités sociales en Chine depuis 1978, mais de montrer que la Chine depuis une trentaine d'années a connu un processus accéléré, voire exceptionnel, de polarisation sociale et de fragmentation territoriale⁽⁴⁾. L'apparition du terme *shehui cengci hua* 社會層次化 (processus de stratification sociale) dans la littérature scientifique en Chine, puis plus tard dans les discours officiels constitue un indicateur de l'aggravation des disparités en Chine. La multiplication de ces discontinuités sociales et spatiales s'opère à tous les niveaux : entre régions, à l'intérieur des régions elles-mêmes, entre urbains et citadins, entre citadins et entre ruraux.

Un coefficient de Gini de type brésilien ?

Nombre d'analyses s'appuient sur l'évolution du coefficient de Gini pour montrer l'aggravation des inégalités sociales en Chine. Le coefficient de Gini est l'un des indicateurs les plus couramment utilisés pour mesurer les inégalités sociales. Le zéro y représente l'égalité parfaite, et 1 l'inégalité parfaite. Comme tout instrument de mesure, il comporte certaines limites : ainsi, un pays bénéficiant d'un coefficient de Gini moyen peut abriter des millions de personnes dans la plus extrême pauvreté ; de plus, il s'agit d'un instrument de mesure statique ignorant la dynamique d'accroissement des revenus ; le coefficient de Gini a l'inconvénient également de se fonder sur les statistiques officielles de revenus. Malgré ses imperfections, le coefficient de Gini donne néanmoins une image approchée relativement fiable du degré de disparités d'une société donnée.

Avant 1978, le coefficient de Gini en Chine avait un niveau très bas et inférieur à celui des pays en développement : il était de 0,16 en ville et compris entre 0,21 et 0,24 dans les campagnes. Dans la plupart des pays en développement, il était respectivement de 0,37 à 0,43 et de 0,34 et 0,40⁽⁵⁾. La période post-maoïste montre trois phases distinctes concernant le coefficient de Gini. De 1978 à 1984, elle a été caractérisée par une croissance moyenne dans l'égalité : le coefficient de Gini a connu alors une augmentation lente en

passant de 0,288 en 1981 à 0,297 en 1984. La période de 1985 à 1989 a au contraire associé une croissance modérée et une aggravation rapide des inégalités : le coefficient de Gini est passé alors de 0,297 à 0,349. À partir de 1989, la Chine est entrée dans une phase de forte croissance économique et de nette aggravation des inégalités. D'après deux enquêtes menées auprès des ménages en 1988 et 1995, le coefficient de Gini est ainsi passé de 0,338 à 0,444 en 1995⁽⁶⁾.

Ces dernières années, le coefficient de Gini a connu une forte augmentation. Devenu un sujet politique hautement sensible, il a fait l'objet d'estimations nettement divergentes entre le pouvoir et les experts. En mars 2001, le Premier ministre Zhu Rongji se fondait sur une enquête réalisée en 1999 pour affirmer que le coefficient de Gini était encore seulement de 0,39, c'est-à-dire « proche des niveaux internationaux ». Le chiffre officiel n'est nullement innocent lorsqu'on sait qu'un consensus international veut qu'un niveau de 0,4 représente un niveau d'alerte en matière d'inégalités sociales.

En réalité, les chiffres du Bureau national des statistiques, organisme pourtant officiel, montrent que le niveau de 0,4 a été d'ores et déjà dépassé : il serait ainsi passé de 0,386 en 1998 à 0,458 en 2000. De fait, quelques jours avant l'intervention de Zhu Rongji, l'agence d'information *Xinhua* avait évalué le coefficient de Gini à 0,458 et l'avait qualifié de « supérieur au seuil d'alerte international ». La plupart des analystes estiment que le coefficient de Gini est aujourd'hui de l'ordre de 0,5. Mais, certains travaux comme ceux de He Qinglian, en prenant en compte les revenus extra-salariaux et les profits illégaux (évasion fiscale, rentes de monopole...), évoquent un niveau proche de 0,6, c'est-à-dire de type brésilien⁽⁷⁾. D'aucuns rappellent à l'occasion que, lorsque Mao et le Parti communiste ont pris le pouvoir dans les années 1920, le coefficient de Gini était de l'ordre de 0,5, et *mutatis mutandis* établissent un parallèle avec cette situation sociale explosive.

4. Bian Yanjie, « Social Stratification and Social Mobility », *Annual Review of Sociology*, vol. 28, 2002, p. 91-116. G. Guiheux, « Les nouvelles classes sociales chinoises. Comment penser les inégalités ? » in François Godement et Sophie Boisseau du Rocher (dir.), *Asie. Entre pragmatisme et attentisme*, Paris, La Documentation française, 2006, p. 17-32. I. Thireau, « Stratification sociale », in T. Sanjuan et al., *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Paris, A. Colin, 2006. Wan Guanghua et Zhang Xiaobo, « Rising Inequality in China », *Journal of Comparative Economics*, 34, 2006, p. 651-653.
5. Zhao Renwei, Li Shi, « Increasing Income Inequality and Its Cause in China », *Journal of Economic Research*, n° 9, 1997.
6. B. Gustafsson, Li Shi, « Effects of the Transition on the Distribution of Income in China. A Study Decomposing the Gini Coefficient for 1988 and 1999 », *Economics of Transition*, 9, 2001, p. 593-617.
7. *South China Morning Post*, 24 avril 2001.

Une polarisation socioterritoriale généralisée

Quel que soit le niveau exact du coefficient de Gini, l'ampleur des disparités est aisément vérifiable à tous les niveaux de la société et du territoire chinois.

Les clivages inter et intrarégionaux demeurent très prégnants. Globalement, on observe toujours en Chine un gradient décroissant de niveau de développement et de richesse de la côte vers l'intérieur des terres. Mais cette tripartition est complexe. La publication des résultats de la première grande enquête économique nationale en décembre 2005 révèle que les écarts de puissance économique sont nettement plus importants que les estimations antérieures ne le suggéraient. Au sein même de la Chine côtière, la dynamique économique est loin d'être homogène. Les régions urbaines font aussi clairement figure de territoires hautement privilégiés au sein de l'espace chinois. La révision des statistiques en 2005 a fait ressortir le poids considérable du secteur tertiaire dans la dynamique des mégapoles chinoises. Selon les nouvelles statistiques, le PIB de la municipalité de Pékin, assuré à 68 % par les services, est ainsi passé du 15^e au 10^e rang national, en devançant des provinces pourtant beaucoup plus peuplées comme le Hubei, le Fujian, le Hunan, le Heilongjiang et l'Anhui. Les municipalités les plus dynamiques ont désormais des PIB par habitant comparables à ceux des pays développés. En 2006, celle de Canton, région urbaine de sept millions d'habitants, a atteint 10 000 dollars, seuil des pays développés selon les critères de la Banque mondiale⁽⁸⁾. À l'autre extrémité de l'échelle, la province du Guizhou ne dispose que d'un PIB par habitant de 614 dollars (2005), soit un écart de 1 à 16.

Le clivage entre régions côtières de Chine du sud et du nord s'est aggravé. Le PIB corrigé de la province du Guangdong, épice des réformes et de l'ouverture, atteint 308 milliards de dollars en 2006, et devrait dépasser en 2008 celui de Taiwan (323 milliards de dollars en 2006)⁽⁹⁾. L'un des principaux facteurs de variation tient à la meilleure prise en compte de la valeur de production des petites et moyennes entreprises, autrefois sous-estimée. Ainsi, l'écart entre les provinces du Guangdong et du Shandong, respectivement au premier et au second rang des PIB régionaux, n'est pas de 55 milliards yuan en faveur du Guangdong, mais de 380 milliards⁽¹⁰⁾. L'enquête conclut également à la surestimation du PIB de sept provinces, dont certaines représentent des régions très peuplées de l'intérieur (Henan, Sichuan, Hubei). Le rattrapage du Nord-Est est également plus lent

que prévu : le Liaoning, pourtant en situation littorale, fait ainsi partie des provinces au PIB rétrogradé.

Depuis les réformes, le fossé s'est aussi considérablement élargi entre les villes et les campagnes. En 1978, le revenu (en prix courants) *per capita* annuel moyen des ménages urbains était 2,57 plus élevé que celui des ménages ruraux. Cet écart s'est ensuite réduit à 1,85 en 1985 à la suite de la décollectivisation⁽¹¹⁾. Mais ce processus de rattrapage partiel du niveau de vie dans les campagnes a été de courte durée. Au cours des dernières années, la dynamique est clairement celle d'un creusement des écarts. En 2001, le revenu moyen *per capita* des foyers urbains s'est élevé à 6 859 yuan au lieu de 2 366 yuan pour les foyers ruraux, soit un ratio de 2,9. En 2004, les chiffres étaient respectivement de 9 421 et 2 936 yuan, soit un ratio encore plus défavorable de 3,2. En réalité, cet écart dépasserait six selon certains économistes si l'on comptabilise les diverses subventions du Gouvernement en matière scolaire, médicale et de services publics.

À l'époque maoïste, le monde rural représentait largement un mode indifférencié de misère. Comme dans le reste de la société, les disparités au sein même des ménages ruraux ont eu tendance à s'aggraver. Les réformes ont permis à une minorité des paysans de s'enrichir. Mais la plupart n'en a guère profité. Ainsi, le coefficient de Gini au sein des foyers ruraux ne dépassait pas 0,21 en 1978 ; il a depuis doublé pour atteindre 0,42 dès 1995⁽¹²⁾. Ces disparités intrarurales coïncident en partie avec un clivage spatial. Selon les données 2004, 14 provinces ou régions autonomes présentent un revenu net *per capita* des foyers ruraux inférieur à 2 500 yuan ; toutes se situent dans la Chine centrale ou les périphéries occupées par des minorités ethniques. Inversement, les trois municipalités urbaines de Chine orientale et la province du Zhejiang dépassent les 5 000 yuan. Aux extrêmes, les paysans de la banlieue de Shanghai ont dégagé en 2004 des revenus moyens de 7 066 yuan, soit 4,1 plus que les paysans misérables du Guizhou (1 721 yuan). En raison de la sécheresse et de la rareté des revenus extra-agricoles, les campagnes de l'Ouest restent en effet des territoires de la misère, avec en l'an 2000 un niveau de revenu *per capita* moyen près de deux fois inférieur à celui des zones rurales de l'Est.

8. *Xinhua*, 4 janvier 2007.

9. *China Daily*, 11 décembre 2006.

10. *Xinhua*, 13 janvier 2006.

11. *Business Weekly*, 04 décembre 2002.

12. Azizur Rahman Khan, C. Riskin, *Inequality and Poverty in China in the Age of Globalization*, New York, Oxford University Press, 2000. Les estimations du Bureau national des statistiques sont moins élevées avec un chiffre de 0,35 en 2000.

La population urbaine, globalement favorisée, montre elle aussi des niveaux de richesse très hétérogènes avec d'un côté l'essor des « cols blancs », de l'autre un monde de petits salariés vivant modestement, et au bas de l'échelle, les ouvriers touchés par le chômage ainsi que le monde marginal et sur-exploité des migrants temporaires. Certains observateurs considèrent que l'écart de revenus au sein même des espaces urbains est devenu plus important qu'entre villes et campagnes⁽¹³⁾. Cette affirmation apparaît tout à fait logique si on considère que les agglomérations, notamment celles des mégapoles, font cohabiter les populations les plus riches du pays⁽¹⁴⁾ et les travailleurs migrants vivant dans des conditions misérables dans des dortoirs ou un habitat de fortune aux marges de la ville.

Après avoir présenté de manière générale la question des inégalités sociales en Chine, il est nécessaire d'essayer de cerner plus précisément les contours des grandes catégories sociales ainsi que leur dynamique récente. Comme dans nombre de domaines en Chine, l'identification des phénomènes sociaux est malaisée à évaluer tant les questions scientifiques comportent d'enjeux politiques. La société chinoise a connu depuis 1978 de profonds bouleversements. En dehors même des riches, deux catégories sociales alimentent aujourd'hui un débat à la fois scientifique et politique⁽¹⁵⁾ : les classes moyennes et les pauvres. Or, de la mesure que l'on fait de l'importance respective de ces deux catégories, ainsi que du discours qui en découle, dépend en partie l'acceptation sociale et politique du phénomène des pauvres et des riches.

L'émergence incertaine et problématique d'une classe moyenne urbaine

L'émergence actuelle des classes moyennes (*zhongchan jieji* 中產階級) suscite beaucoup d'espoirs parmi les autorités chinoises. Lors du XVI^e congrès du Parti tenu en 2002, Jiang Zemin, ancien secrétaire du Parti communiste, a proposé pour la première fois que la part de la population aux revenus moyens augmente. Cette annonce a été considérée comme un signal politique majeur. Ce phénomène est considéré non seulement comme un signe de maturité de la société chinoise mais aussi comme un moyen de réduire les tensions sociales et la polarisation entre riches et pauvres. La classe moyenne, présumée conservatrice et modérée, est perçue comme un puissant facteur de stabilité sociale, économique et politique du pays. Le terme de classe moyenne se réfère en général à une catégorie de population capable



© Mark Henley

d'acheter un logement et une voiture privés, et d'affronter des dépenses d'éducation et de loisirs. Elle regroupe en Chine cinq catégories professionnelles : les entrepreneurs des entreprises de haute technologie, les cadres des entreprises multinationales étrangères, les cadres des grandes institutions financières d'État, les techniciens supérieurs et enfin les entrepreneurs privés. Il s'agit de la cible privilégiée des multinationales, qui voient là le cœur du marché de consommation.

Néanmoins, l'importance numérique de la classe moyenne fait débat⁽¹⁶⁾. Les estimations divergent sensiblement selon les critères de définition utilisés⁽¹⁷⁾. Selon les critères de la China Academy of Social Sciences, les familles disposant de biens compris entre 150 000 et 300 000 yuan appartiennent aux classes moyennes. Selon ce critère, la CASS l'a estimée à 19 % en 2003 (au lieu de 15 % en 1999). Elle évalue sa part à 49 % des ménages urbains⁽¹⁸⁾. Selon ses prévisions, elle occupera plus de 40 % de la population totale en 2020. Selon les calculs de la banque BNP Paribas, la Chine comptait en 2002 plus de 50 millions de familles de « classe moyenne », avec chacune des revenus moyens

13. *Worldwatch Institute*, 22 août 2006, citant *Shanghai Security Newspaper*.

14. Cf. plus loin les développements sur les riches et les *gated communities*.

15. Le thème de la « structure sociale » (*shehui jiegou*) est au centre de ce débat.

16. Zhou Xiaohong (éd.), *Zhongguo zhongchan jiecheng diaocha (Survey of the Chinese middle classes)*, Pékin, Social Sciences Academic Press, 2005, 411 p.

17. *China Daily*, 27 octobre 2004.

18. Chiffres de la CASS cités par l'ambassade de la République populaire de Chine aux États-Unis (29 mars 2004).

annuels de 75 000 yuan et des biens de 310 000 yuan. Selon elle, leur nombre devrait s'élever à 100 millions en 2010 avec un revenu moyen annuel de 150 000 yuan et des biens de 620 000 yuan. Pour le Bureau national des statistiques, les classes moyennes urbaines regroupent 24,5 millions de familles, soit environ 75 millions de personnes, pour un poids relatif de 13 % du total des ménages urbains. En 2010, leur part atteindra 25 %, correspondant à 57 millions de foyers et à 170 millions de personnes. Par-delà la divergence des estimations, la tendance à l'émergence rapide de la classe moyenne est incontestable. Le passage en cours d'une structure sociale de type hiérarchique et pyramidal avec une forte polarisation sociale aux extrêmes à une structure en forme d'olive où domineraient les classes moyennes serait ainsi à l'œuvre en Chine.

Certains sociologues relativisent toutefois beaucoup l'importance de ce phénomène et voient même dans ce type de discours un mythe créé par certains médias et chercheurs. Ainsi, Li Chunling, chercheur à la CASS, a réalisé avec son équipe une enquête portant sur 5 860 personnes âgées de 16 à 70 ans dans 12 provinces et municipalités urbaines à la fin de 2001. En définissant la notion de « classe moyenne » à partir de quatre critères (profession, revenu mensuel, consommation et style de vie, identité subjective), il estime à seulement 35 millions le nombre de personnes relevant des « classes moyennes ». Selon lui, les classes moyennes, apparues seulement vers la fin des années 1990, ne sauraient constituer d'ores et déjà un groupe social. Il soupçonne les autorités de vouloir surestimer ce phénomène pour mieux masquer l'ampleur des disparités sociales actuelles. Cette pratique viserait à insister sur l'efficacité de la mobilité sociale : plus on pourra démontrer que la classe moyenne est importante, plus le phénomène des riches apparaîtra socialement et politiquement acceptable. Si les pauvres peuvent accéder à la classe moyenne, cela signifie que l'ascenseur social fonctionne et que le passage d'une classe à l'autre est possible.

En réalité, en novembre 2002, le magazine *Time Magazine* cite un chercheur qui, sous couvert de l'anonymat, évalue à seulement 5 % le nombre des personnes dont les revenus annuels sont compris entre 2 500 et 10 000 dollars⁽¹⁹⁾. D'autres comme Song Linfei, de la *Jiangsu Academy of Social Sciences*, estiment qu'il n'y aura pas de véritable classe moyenne tant que les paysans continueront de représenter 60 à 70 % de la population avec un revenu moyen *per capita* dérisoire de 2 622 yuan par an (soit à peine 220 yuan par mois, équivalent à une trentaine d'euros). Selon le sociologue Li Peilin, la Chine ne satisferait pas encore les deux

conditions majeures nécessaires à l'avènement d'une classe moyenne : un taux d'urbanisation de 50 % et une part des services de 50 % dans le PNB (aujourd'hui respectivement de 40 % et 32 %). Par ailleurs, le système politique actuel ne permet pas l'épanouissement d'une classe moyenne au sens plein du terme. Il suffit pour s'en convaincre de constater que si, d'un côté, les autorités appellent de leurs vœux l'émergence d'une classe moyenne susceptible de conforter le régime, elles témoignent de l'autre d'un grand embarras à utiliser le terme même de « classe moyenne » ; la Chine populaire a été en effet historiquement fondée sur l'abolition des différences de classes. Et surtout, l'émergence d'une classe moyenne n'est-elle pas porteuse, tôt ou tard, de la démocratie ? Les classes moyennes urbaines n'engendrent-elles pas à terme une bourgeoisie. Les hommes politiques préfèrent recourir à d'autres termes : « cols blancs » (*bailing* 白领), « strate de revenu moyen », « groupe de revenu moyen » ou tout simplement « strate moyenne ».

Au total, l'émergence d'une classe moyenne généralement urbaine est rapide mais cette dernière en reste encore à un stade de formation initial. En l'état actuel, elle n'apparaît pas encore en mesure d'atténuer réellement la polarisation sociale aux extrêmes actuellement observable en Chine. Loin d'être neutre, ce phénomène comporte d'évidents enjeux politiques.

Recul de la pauvreté absolue, persistance de la pauvreté ordinaire, émergence de nouvelles pauvretés

Historiquement, la question de la pauvreté était considérée comme rurale. Il était également admis que la dynamique de croissance allait progressivement faire diminuer cette masse de paysans pauvres. Depuis quelques années, la question de la pauvreté est redevenue centrale en Chine et l'analyse tend à découvrir sa complexité. Alors même que la Chine connaît depuis une quinzaine d'années une croissance exceptionnelle, le phénomène de la pauvreté reste pleinement d'actualité. Ce paradoxe témoigne de la complexité de la relation entre croissance économique et réduction de la pauvreté. Là encore, la pauvreté suscite des débats non dénués d'arrière-pensées politiques. Le discours officiel tendant à conclure à la quasi-disparition de la pauvreté vise, parmi ses divers objectifs, à rendre moins révoltant aux yeux de la population l'enrichissement extravagant d'une minorité de la population.

19. *Time Magazine*, 18 novembre 2002.

Réduction et résistance de la pauvreté

L'état des lieux effectué par l'économiste Hu Angang⁽²⁰⁾ donne des éléments de compréhension précieux de cette question pour l'ensemble de la période 1978-2002. Il montre clairement que dans les années 1980 la politique de réformes entreprise à partir de 1978 a permis une réduction massive de la pauvreté. En 1980, la Chine comptait selon le seuil de pauvreté international (revenu inférieur à un dollar par jour) 542 millions de pauvres. En 1990, ce chiffre est tombé à 375 millions, soit une baisse de 167 millions en à peine de dix ans. Les raisons de cette prouesse unique à cette échelle dans l'histoire de l'humanité sont liées à la transition post-communiste mais aussi à certaines mesures spécifiques et parfois innovantes prises par le Gouvernement chinois. Malgré l'existence de cycles et un niveau d'inflation élevé au départ, la croissance économique a globalement été forte et relativement continue. La décollectivisation dans les campagnes, et notamment la dissolution des communes populaires, le retour à l'exploitation familiale et la libération partielle des prix, a stimulé les énergies et augmenté considérablement la productivité agricole. Le dégagement de surplus alimentaires a permis aux autorités de relancer l'urbanisation après deux décennies de blocage administratif. Le transfert massif de main-d'œuvre rurale vers les industries de bourgs et de cantons, largement favorisé par un boom des exportations, a permis aux paysans d'obtenir des revenus extra-agricoles. L'interdiction de s'installer dans les villes a évité la bidonvillisation des villes. Les mesures anti-pauvreté prises par les autorités (subventions, désenclavement routier, programmes d'équipement des villages en eau et en électricité) ont eu également un effet parfois déterminant.

Depuis le début des années 1990, en revanche, le rythme de régression de la pauvreté a eu tendance à ralentir. Selon les critères internationaux, environ 115 millions de personnes seraient sorties de la pauvreté au cours des années 1990. Ce phénomène s'explique selon Hu Angang par une baisse de la qualité de la croissance économique : la croissance du revenu *per capita* et du niveau de consommation est nettement inférieure à celle du PNB *per capita*. De même, la part de la valeur de la production agricole dans le PNB et le ratio du revenu paysan dans le PNB *per capita* ont baissé. Les opportunités d'emploi dans les zones rurales se sont raréfiées car les entreprises de bourgs et de cantons n'embauchent plus, voire licencient (huit millions entre 1996 et 1998). La baisse tendancielle du prix des produits agricoles due à la généralisation des mécanismes de marché touche directement le revenu des paysans : entre 1997 et 2000, le

taux de diminution des prix relatifs a été de 22 %, soit un manque à gagner de plus de 301 milliards de yuan⁽²¹⁾.

Dans la période la plus récente, les formes de pauvreté les plus extrêmes ont eu tendance à régresser lentement en Chine. D'après les statistiques officielles, la population dans la pauvreté absolue⁽²²⁾ (caractérisée par un revenu net annuel *per capita* inférieur à 688 yuan et des difficultés pour se nourrir et se vêtir) s'élevait à 26,1 millions en 2004.

La population rurale dite à bas revenus (revenu net annuel *per capita* compris entre 669 et 924 yuan) atteignait, quant à elle, 49,77 millions la même année. Telles quelles, les deux catégories s'ajoutent pour atteindre environ 76 millions de personnes. Néanmoins, si les manifestations les plus caractérisées de la misère diminuent, le phénomène de la pauvreté est largement sous-estimé par les critères de définition : le seuil maximal retenu (924 yuan, soit à peine 77 yuan par mois) est fixé à un niveau dérisoire et largement inférieur au standard international. D'après les dernières estimations de la Banque mondiale, fondées sur un seuil de pauvreté fixé à un dollar par personne et par jour, 22 % de la population chinoise vit dans la pauvreté ; en adoptant un seuil encore très bas de deux dollars par personne et par jour, près de 58 % des Chinois seraient à considérer comme pauvres⁽²³⁾. D'autres estimations sont encore plus décevantes : si l'on ajoute la grande majorité des paysans qui représentent 64 % de la population totale mais aussi la population citadine aux revenus inférieurs à 200 yuan par mois (soit 45 % de l'ensemble des citoyens), on obtient un chiffre d'un milliard de personnes⁽²⁴⁾. Quelques chiffres relatifs au niveau de consommation confortent cette vision. En 2004, les dépenses de consommation *per capita* des foyers ruraux n'ont pas dépassé 2 184 yuan en moyenne en Chine, soit 182 yuan par mois (environ 30 euros). Dans la province du Guizhou, chaque paysan a dépensé en moyenne par an seulement 55 yuan pour se vêtir et 47 yuan pour se soigner.

Les nouveaux pauvres

La libéralisation du système économique de la Chine s'est même traduite par l'apparition de nouvelles formes de pau-

20. Hu Angang, Hu Linlin, Chang Zhixiao, « China's Economic Growth and Poverty Reduction (1978-2002) », FMI, séminaire New Delhi, 2003, 40 p.

21. *China Statistical Yearbook 2001*, cité par Hu Angang, p. 23.

22. En anglais « absolute poverty » ou, en ajoutant un point de vue moral, « abject poverty ».

23. Banque mondiale, *World Development Indicators 1999*, Washington, cité dans J.-C. Chesnais, « Les revenus, une pauvreté persistante et des inégalités croissantes », p. 469 in I. Attané (éd.), *La Chine au seuil du XXIe siècle*, Les Cahiers de l'INED, 2002, n° 148.

24. *Business Weekly*, 04 décembre 2002.



La pauvreté est parfois absolue
aux marges des grandes villes

reté⁽²⁵⁾. Malgré la forte croissance économique, et parfois à cause de cette même croissance, la pauvreté touche de nouvelles catégories de population et de nouveaux territoires, qu'il s'agisse des campagnes ou des villes. En effet, le système socialiste ne permettait pas d'assurer la croissance économique des campagnes mais assurait un minimum vital aux plus vulnérables. L'introduction des mécanismes de marché a privé cette catégorie des mécanismes d'assistance de l'ancien système collectiviste. L'explosion des frais scolaires mais surtout médicaux a replongé certaines familles dans la pauvreté⁽²⁶⁾. En outre, la consommation de terres à bâtir nécessitée par le boom industriel et urbain se traduit par des expropriations massives des paysans de leurs terres ; indemnisés le plus souvent à des niveaux dérisoires, les paysans expulsés ne disposent plus de leur lopin pour assurer leur subsistance alimentaire.

La pauvreté urbaine constitue un phénomène nouveau et de grande ampleur. Une étude a ainsi montré que près de 60 % des résidents urbains ont un revenu disponible inférieur à la moyenne nationale⁽²⁷⁾. La stabilité de la société urbaine à l'époque maoïste reposait sur la sécurité de l'emploi et du logement. La libéralisation de l'économie a entraîné une vague de licenciements parmi les salariés ; le processus de privatisation du logement a aggravé ce déclasser-

Les individus les plus en difficulté sont toutefois les « pauvres non officiels », c'est-à-dire les migrants ruraux qui vivent dans une situation de « semi-légalité », parfois depuis plusieurs années (contrairement au terme de « *liudong renkou* 流动人口 », « population mobile » qui les caractérise). Les travaux de Wang Yaping sur les zones résidentielles pauvres dans deux métropoles à fort taux de chômage, Chongqing et Shenyang, livrent une représentation fidèle de la nouvelle pauvreté urbaine⁽²⁸⁾. Dans deux cinquièmes des foyers, aucun membre de la famille ne travaille. La moitié des familles vit dans une pièce unique, parfois partagée avec une autre famille. Seul un foyer sur cinq dispose d'un accès exclusif à des toilettes internes et plus de 30 % n'ont pas de cuisine. Plus d'un tiers des ménages enquêtés ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté officiel.

25. D. Solinger, « The Creation of a New Underclass in China and its Implications », *Environment & Urbanization*, 18-1, avril 2006, p. 177-193. A. Chan, *China's Workers under Assault. The Exploitation of Labor in a Globalizing Economy*, Armonk, M. E. Sharpe, 2001.

26. *Financial Times*, 26 décembre 2006.

27. Li Zijun, « China's Income Gap Widening ; ADB Says Addressing Rural Poverty is the Solution », *Worldwatch Institute*, 2006, citant une étude de l'Académie des sciences sociales de Chine publiée dans *2005 Social Blue Book*.

28. Wang Yaping, *Urban Poverty, Housing, and Social Change in China*, Londres, Routledge, 2005, 182 p.

Les riches et leurs territoires, un archipel en pleine expansion mais encore mal connu

L'apparition incroyablement rapide et spectaculaire du phénomène des riches représente néanmoins l'une des formes les plus inattendues et dérangelantes de la révolution socio-territoriale en cours en Chine depuis plus de 25 ans. Si l'on considère que jusqu'en 1978 les riches n'existaient pas en tant que tels (mis à part une fraction de la nomenclatura), il convient de parler pour l'essentiel de « nouveaux riches ».

Les nouveaux riches, un phénomène aux contours flous

Plusieurs indicateurs permettent de prendre la mesure du phénomène. La concentration des richesses en constitue l'un des plus clairs : en Chine, une enquête réalisée sur 54 000 familles a révélé que les 10 % des citadins les plus riches détenaient 45 % de la richesse des villes tandis que les 10 % les plus pauvres n'en possédaient qu'à peine 1 %⁽²⁹⁾. La multiplication des fortunes individuelles est également très significative. Depuis quelques années, la publication de listes de riches Chinois par des revues étrangères comme *Forbes* ou *Euromoney* établit la hiérarchie des personnes les plus riches du pays. Depuis 1999, Rupert Hoogewerf, jeune chercheur britannique, dépouille également de très nombreuses sources chinoises pour élaborer une liste des millionnaires chinois. Ainsi, le plus riche serait Huang Guanyu, dont la fortune évaluée à plus d'un milliard d'euros a été constituée grâce à la création d'un réseau de magasins de produits électroniques. Le second de la liste, Chen Tianqiao, disposerait de 845 millions d'euros grâce à une société de jeux *online*. Le troisième, Larry Yung (Larry Rong Zhijian) dirige la compagnie d'investissement d'État Citic Pacific Ltd et serait à la tête d'une fortune de 800 million d'euros. Une part importante des millionnaires chinois doit sa fortune au boom immobilier.

La consommation de produits de luxe et l'ouverture accélérée de boutiques de luxe (et même de *global store* comme celui ouvert par Lvmh à Shanghai en 2004) dans les grandes villes témoignent également du caractère spectaculaire de l'enrichissement d'une frange de la société chinoise. Une étude de Morgan Stanley estime à environ 13 millions le nombre de personnes disposant des moyens de s'offrir des produits de luxe. Ils devraient atteindre près de 100 millions dans 20 à 25 ans.

Si de multiples indices révèlent la réalité des « nouveaux riches » en Chine, le phénomène s'avère largement sous-étudié dans les recherches et la connaissance qu'on en a reste donc fragmentaire. Autant les pauvres et la pauvreté ont suscité une abondante production scientifique⁽³⁰⁾, autant le phénomène des riches, au moins aussi révélateur dans une société post-communiste, apparaît très mal connu⁽³¹⁾.

Plusieurs raisons expliquent cette anomalie. Il est certain d'abord que l'étude des riches répond à une urgence moindre en matière d'utilité sociale et s'articule mal avec une problématique de développement. La question des « nouveaux riches » souligne les contradictions du régime. Alors même que le mot d'ordre : « Il est glorieux de s'enrichir » a donné une caution politique à l'émergence d'une « bourgeoisie » tant décriée à l'époque maoïste et que les librairies regorgent de traductions d'ouvrages américains sur les méthodes pour devenir riches, le thème des riches reste néanmoins très sensible. Une enquête conjointe menée par le journal *Youth Daily* et le site Sina.com fait apparaître que plus de 72 % des 10 250 personnes interrogées attribuent l'aggravation des inégalités à l'existence d'un groupe de privilégiés⁽³²⁾. La tolérance de la population à l'existence des riches est d'autant plus faible que leur enrichissement s'est effectué illégalement. Compte tenu de l'ampleur des disparités sociales et de la sensibilité à l'égard de la corruption, le phénomène des riches est très embarrassant et à l'évidence difficile à traiter dans la communication politique officielle.

Toutes ces raisons expliquent également que l'étude des riches elle-même demeure encore très limitée au sein des organismes officiels de recherches en sciences humaines. Elle se heurte dans la communauté scientifique à de puissantes contraintes pratiques, idéologiques et institutionnelles. La plupart des études sociologiques adoptent ainsi un cadrage macro ou reposent sur des indicateurs quantitatifs, le plus souvent édulcorés ou donnant une image atténuée du phénomène des riches en Chine. Les études micro et qualitatives, trop sensibles et difficiles à mettre en œuvre auprès d'une catégorie de population soucieuse de discrétion.

29. AFP, 19 juin 2005, citant des chiffres officiels de l'agence *Xinhua* reprenant les données d'une enquête du Bureau national des statistiques.

30. Cf. les divers travaux de A. Chan, Hu Angang, A. R. Khan, Li Shi, C. Riskin, D. Solinger, Wang Yaping, notamment ceux cités dans les notes de bas de page de cet article.

31. Cf. le constat analogue de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, sociologues pionniers de l'étude des riches en France, pourtant dans un contexte sociopolitique nettement différent. Voir notamment leur ouvrage *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989.

32. *Xinhua*, 26 décembre 2006.

tion, sont fort rares⁽³³⁾. Nombre d'hommes d'affaires provinciaux préfèrent demeurer dans l'ombre. Ces dernières années, divers riches entrepreneurs ont subitement disparu des listes des millionnaires car ils étaient incapables de faire la transparence sur les origines de leur fortune. Récemment, le magazine de Shanghai *Tatler* titrait ainsi sur « Les milliardaires invisibles ». Les riches sont soumis à une forte insécurité politique qui trouve son origine non seulement dans la mémoire collective des humiliations subies lors de la Révolution culturelle mais aussi dans la récente descente aux enfers de tycoons accusés, à tort ou à raison, d'évasion fiscale ou de fraude bancaire : ainsi, Mou Qizhong a été condamné à la prison à vie, et Yang Bin à 18 ans d'incarcération.

Les gated communities, territoires de luxe en archipel aux portes des métropoles

Les riches sont inscrits dans des territoires dotés de caractères morphologiques particuliers et fonctionnant selon des logiques spécifiques. De la sorte, la combinaison entre approche sociale et approche spatiale permet de montrer de manière plus fine l'articulation entre le processus d'émergence de classes sociales mais aussi de formation de quartiers. Dans ce contexte, l'étude du processus de fragmentation sociospatiale en Chine à travers le thème des *gated communities* revêt un intérêt particulier. Méthodologiquement, elles représentent une source d'information exceptionnelle sur les effets du processus de transition et de globalisation en Chine. Ces espaces résidentiels de luxe fermés et sécurisés sont l'un des points majeurs d'aboutissement des richesses produites par la libéralisation économique. Les villas de luxe représentent une part souvent dominante des patrimoines personnels accumulés par les élites enrichies par le processus de transition-globalisation.

Les *gated communities* témoignent à leur manière de l'intensité des recompositions socio-territoriales à l'œuvre dans les périphéries autrefois essentiellement agricoles des métropoles chinoises. Souvent associées à d'autres territoires fonctionnant comme autant de clubs (golfs, clubs d'équitation, écoles internationales privées...), les *gated communities* apparaissent non pas comme des microterritoires isolés mais comme un archipel de territoires résidentiels et récréatifs, véritable système de clubs qui structure de plus en plus les périphéries des grandes villes chinoises. La superficie de ces complexes résidentiels parfois étendus sur plusieurs centaines d'hectares montre que de vastes terrains cultivés ont été acquis souvent à bas prix par les promoteurs et des centaines, voire des milliers de paysans déplacés. Les zones de

villas sont en général regroupées dans l'espace en ensembles non contigus mais proches. Si, prises individuellement, les *gated communities* représentent le plus souvent des microterritoires, leur concentration spatiale donne lieu parfois à de véritables quartiers de ville. Bien plus, en tant que regroupement d'élites économiques, voire politiques, elles tendent également à incarner des pôles de fonctions de commandement significatives. C'est la raison pour laquelle les promoteurs les qualifient de CVD (*Central Villa District*). D'après les sites de recensement des zones de villas, la Chine compterait en août 2005 1 007 zones de villas. Il est particulièrement difficile, voire impossible de connaître le nombre total des résidents de ces zones de villas. On peut estimer le nombre total de villas de luxe à Pékin à environ 42 000.

Conclusion

Il ressort clairement que le miracle économique ne suffit pas à lui seul à supprimer les fractures socioterritoriales. Bien

33. Cf. l'étude pionnière de D. Fraser, « Inventing Oasis. Luxury Housing Advertisements and Reconfiguring Domestic Space in Shanghai », p. 25-53, in D. Davis (éd.), *The Consumer Revolution in Urban China*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 2000, et les divers travaux de terrain de G. Giroir :

- « La réinvention des *hutong* du vieux Pékin dans les *gated communities* suburbaines », colloque international « Pérennité urbaine », Paris X-Nanterre/CNFG, 15-16 mars 2006, à paraître.

- « Spaces of Leisure: Gated Golf Communities in China », International conference of the Royal Geographical Society, Londres, 30 août-2 septembre 2005, in Fulong Wu (éd.), *China's Emerging Cities: The Making of New Urbanism*, Londres, Routledge Curzon, 2007.

- « The Purple Jade Villas (Beijing): a Golden Ghetto in Red China », International conference of Mainz (Allemagne) « Private Urban Governance », 5-9 septembre 2002, in K. Frantz et al. (éd.), *Private Cities. Global and Local Perspectives*, Londres, Routledge Curzon, 2006, p. 142-152.

- « The Fontainebleau Villas (Shanghai), a Golden Ghetto in a Chinese Garden », International conference of the Royal Geographical Society, Londres, 3-5 septembre 2003, in Wu Fulong (éd.), *Globalization and the Chinese City*, Londres, Routledge Curzon, 2006, p. 208-225.

- « The Yosemite Villas (Beijing): an American-Style Gated Community, Reflection of Representations of the Rich and of Emerging Chinese Capitalism (*ziben zhuyihua*) », First World Forum on China Studies, Pudong (Shanghai), 19-22 août 2004. Publié avec le titre « Yosemite Villas-Mirror of Emerging Capitalism? An American-Style Gated Community in Beijing », in *China Perspectives*, Hong Kong, n° 64, mars-avril 2006, p. 13-22.

- « "Hard Enclosure" and "Soft Enclosure" in Gated Communities: some Theoretical Perspectives and Empirical in China », International symposium of Pretoria (Afrique du sud), 27 février-4 mars 2005, 31 p., actes disponibles sur un CD, 2005.

- « Gated Communities, Clubs in a Club System. The case of Beijing », 10 p., International conference of Glasgow, 18-19 septembre 2003, *Gated Communities: Building Social Division or Safer Communities?* Disponible sur le site web du Department of Urban Studies of the University of Glasgow, Centre for Neighbourhood Research: www.gla.ac.uk/departments/urbanstudies/gated/gatedpaps/gatedconfpaps.html, 2003.

- « Le phénomène des *gated communities* à Pékin, ou les nouvelles cités interdites » (*Gated Communities in Peking, or the New Forbidden Cities*), *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, Paris, décembre, 2002, p. 423-436.

plus, il est lui-même producteur de disparités nouvelles. Si la croissance économique exceptionnelle de la Chine a incontestablement amélioré le niveau de vie général de la population, il est aussi responsable d'une puissante dynamique de stratification sociale et de fragmentation territoriale aux effets imprévisibles sur le régime. Il apparaît malaisé de mesurer avec précision l'ampleur exacte de ces fractures, mais l'insistance des autorités sur la nécessité d'une « société harmonieuse » témoigne de l'acuité de la question. Sur le fond, l'idéal d'une « société harmonieuse » est-elle compatible avec une économie, voire une société de marché ?

Deux positions sont possibles en matière de prospective. Selon un point de vue optimiste, les fractures socioterritoriales ne constituent que des effets secondaires et temporaires de la transition et de la croissance comme le prédit la théorie économique. Après avoir connu une aggravation initiale, leur ampleur devrait se stabiliser, voire s'atténuer progressivement. Le Gouvernement central a commencé à prendre des contre-mesures comme la suppression des taxes agricoles, l'augmentation des subventions aux producteurs de grains ou l'institution d'un salaire minimum pour les travailleurs migrants. Il s'attache à mettre en place les bases d'un État providence. Dans des provinces avancées comme le Guangdong, les autorités se

disent attachées non plus à la seule croissance du PIB mais aussi à un développement soutenable. Le XI^e plan prévoit ainsi de limiter la croissance annuelle à 9 % (au lieu de 12 %) pour réduire les déséquilibres⁽³⁴⁾.

Une position plus sceptique, pessimiste ou critique insiste sur le fait que l'aggravation des fractures socioterritoriales va se poursuivre inéluctablement et que la Chine va rester prisonnière d'un mode de développement dualiste. Selon Fan Gang, directeur de l'Institut économique national, à la Fondation de la réforme de Chine, il est peu probable que les inégalités soient corrigées dans la prochaine décennie⁽³⁵⁾. Dans le contexte actuel d'une croissance tirée par les exportations, la compétitivité des produits chinois repose sur des bas coûts de main-d'œuvre. De ce point de vue, la pauvreté peut apparaître consubstantielle au mode de croissance à la chinoise. De même, l'accroissement du nombre des riches est en partie imputable à ce qu'un économiste avait qualifié de « mode socialiste de corruption⁽³⁶⁾ ». Derrière la question des fractures, sont posées des questions bien plus globales touchant aux structures mêmes du régime, comme celles du mode de gouvernance politique et des contradictions radicales entre l'idéologie officielle du régime et la dynamique sociale et économique du pays. •

34. *Xinhua*, 4 janvier 2007.

35. *Worldwatch Institute*, 22 août 2006.

36. J. Kwong, *The Political Economy of Corruption in China*, Armonk (N. Y.), M. E. Sharpe, 1997.